

Camus l'Algérien

Pierre-Louis Rey dans L'Histoire n° 349 - janvier 2010

Le colonialisme et ses abus étaient impardonnables. Mais l'indépendance impensable. Camus a vécu la guerre d'Algérie comme une tragédie personnelle.

Camus était un Algérien, ce qui signifiait, à une époque où n'existait pas encore de nationalité algérienne, qu'il était un Français d'Algérie ; le terme excluait, dans le langage courant, les indigènes du pays. On était algérien comme on était breton ou bourguignon, sauf que, quand on traversait la Méditerranée, on se rendait « en France », et il fallait échanger, en débarquant, les billets émis par la Banque de l'Algérie contre ceux de la Banque de France. L'expression « Algérie française » eût paru tautologique avant 1954 ; elle s'imposa comme un slogan du moment où elle devint problématique. Et c'est plus tardivement encore que se répandit l'expression « pieds-noirs » ; mort le 4 janvier 1960, Camus ne l'emploie jamais. Il ne lui fut pas donné de voir à la télévision la nageuse algéroise Hédia Frost arborer, en sortant d'une piscine où elle avait remporté les championnats de France, une serviette blanche frappée de deux pieds-noirs. On était aux débuts de l'OAS. Le peuple algérois savoura la provocation ; certains métropolitains n'y comprirent goutte.

UN FRANÇAIS D'ALGER

L'oeuvre de Camus reflète les réalités de son époque. Quand, dans *L'Étranger* 1942, Meursault tue un « Arabe », il peut s'agir aussi bien d'un Kabyle : le terme d'« Arabe » désignait tous les indigènes non juifs du pays. Pour couvrir d'une appellation moins inadéquate la diversité des ethnies, l'administration française avait inventé l'appellation de « Français musulmans » ; aurait-on imaginé que les Européens fussent qualifiés de « Français chrétiens » ? Dans *L'Étranger* encore, on ne prête pas assez attention à la scène où Marie rend visite à Meursault en prison. De part et d'autre de la grille du parloir, les Européens sont debout et se parlent à tue-tête ; les Arabes, accroupis, se parlent très bas. Deux niveaux, deux manières d'être, deux langages. Les Européens ne comprennent rien à ce que murmurent les Arabes. On croirait que se trame un complot.

« *Et d'abord la jeunesse y est belle* », écrit Camus dans *L'Été* Seuil, 1954 . « *Les Arabes, naturellement, et puis les autres.* » C'est des « autres » qu'il parle longuement, de cette « *race bâtarde, faite de mélanges imprévus* ». Le terme ne doit pas effaroucher : Gide s'était déjà extasié sur cette « *race nouvelle* », celle de l'« *Algérien* », qui « *semble venir de l'Andalou, du Basque, du Provençal, du Corse, du Sicilien, du Calabrais* » [1]. Camus glisse plus vite sur les « Arabes ». Admettons, pour excuser ce racisme ordinaire, que la beauté d'un peuple est d'abord à ses yeux celle des femmes. Les filles qui, à Belcourt, « *s'offrent aux baisers et aux caresses* », ou cette jeune femme qu'il a vue danser tout un après-midi et qui « *portait un collier de jasmin sur sa robe bleue collante, que la sueur mouillait depuis les reins jusqu'aux jambes* » *Noces*, 1939, on se doute bien qu'elles ne sont pas musulmanes. Mais ses copains même, ses condisciples de l'école communale, à plus forte raison ceux de l'hypokhâgne, les photos de classe montrent qu'ils étaient rarement arabes. Les écoliers européens issus de familles pauvres, comme Camus, côtoyaient plus facilement les enfants de la grande bourgeoisie française que ceux de milieux indigènes dont ils étaient socialement plus proches.

Pour élargir son horizon, il fallait sortir du milieu scolaire. Des « Arabes », Camus en a connu grâce au football. Le Racing universitaire d'Alger, dont il fut un brillant gardien de but, était heureusement plus mixte que l'université dont il se réclamait. A partir d'octobre 1938, il

collabora au quotidien *Alger républicain*, « *journal des classes modestes* » selon l'expression de ses promoteurs, soutien de la politique du Front populaire, plus volontiers lu par les intellectuels arabes que *La Dépêche algérienne* ou *L'Écho d'Alger*. Il rencontra enfin des écrivains comme Mohamed Dib ou Mouloud Feraoun, dont *Le Fils du pauvre* Seuil, 1954, récit autobiographique, avait toutes raisons de l'émouvoir. Son dernier roman inachevé, *Le Premier Homme* 1994, posthume, offre un témoignage troublant. Jacques Cormery, double romanesque de l'auteur, n'a pour camarades de jeux, dans son « *quartier pauvre* », que des enfants de « *petits Blancs* », comme on disait alors. Vers la fin du manuscrit, Jacques reçoit chez lui Saddok, un militant du FLN. Celui-ci, qui place peut-être des bombes dans les tramways d'Alger, s'incline devant la mère de Jacques. « *Elle est ma mère*, dit-il. *La mienne est morte.* » En pleine guerre civile, Jacques se découvre un frère.

Camus ne parlait pas l'arabe. On ne l'enseignait dans les lycées que comme une langue « rare », comme on le dit aujourd'hui bizarrement du russe ou du chinois, et, sauf dans des bleds très reculés, tous les indigènes étaient plus ou moins capables de s'exprimer en français. Au début du *Premier Homme*, le père de Jacques se fait comprendre sans difficulté de l'Arabe digne et soumis qui l'accueille au terme d'un long voyage en train. Comme la plupart des Français d'Alger, Camus fréquenta peu la Casbah, qui jouxtait pourtant son lycée. « *Pour le pittoresque, Alger offre une ville arabe, Oran un village nègre et un quartier espagnol, Constantine un quartier juif* » *L'Été*. Le narrateur ne fait qu'un bref détour dans la rue des Bouchers, dont l'odeur forte l'oblige à allumer une cigarette. *La Maison mauresque* 1933, ce beau texte écrit par Camus à 20 ans, évoque seulement une épure, sorte de maison idéale, d'où l'œil surprend « *toute la ville arabe et la mer* ».

LE TÉMOIN

On serait choqué que Camus voue au « *pittoresque* » les quartiers miséreux de la Casbah s'il n'avait prouvé autrement ses capacités d'indignation. Il a ferraillé, avant même de devenir journaliste, contre le « *regrettable maire d'Alger* », Augustin Rozis, ouvertement raciste, et soutenu le projet Blum-Viollette, déposé en décembre 1936, qui aurait accordé la pleine citoyenneté française à une élite musulmane. Timide avancée vers l'égalité, le projet avorta sous l'influence des colons. Il fut pendant deux ans été 1935-été 1937 membre du Parti communiste avec mission d'y rallier des indigènes ; il en démissionna quand il s'aperçut que le Parti, docile aux accords passés entre Laval et Staline en mai 1935 [2], aidait le gouvernement à mettre en prison les militants qu'il s'était ingénié à recruter.

Surtout, en juin 1939, il publie dans *Alger républicain* un reportage sur la Kabylie cf. *ci-dessous*. Lui qui a toujours fait l'éloge de la pauvreté, il apprend à la distinguer de la misère. Les paysages kabyles ressemblent à ceux de la Grèce, mais l'analogie s'arrête là. « *Car la Grèce évoque irrésistiblement une certaine gloire du corps et de ses prestiges. Et dans aucun pays que je connais, le corps ne m'a paru plus humilié que dans la Kabylie.* » Cette femme de 25 kilos cassée en deux, ce peuple qui vit d'herbes et de racines sont la face d'ombre de l'Algérie lumineuse de la baie d'Alger ou des paysages de Tipasa. « *Ces barbares qui se prélassent sur les plages, j'ai l'espoir insensé qu'à leur insu peut-être ils sont en train de modeler le visage d'une culture où la grandeur de l'homme trouvera enfin son vrai visage* », écrit-il à la même époque dans *Noces*. Encore faudra-t-il que ce visage ne soit pas celui de l'injustice.

À la mi-août 1942, Camus, atteint de tuberculose depuis l'âge de 17 ans, quitte l'Algérie pour soigner ses poumons dans le Massif central. Il ne fera plus dans son pays natal que des séjours limités. Au lendemain de l'armistice du 8 mai 1945, il y est envoyé en vue d'un reportage par son journal *Combat*. À peine a-t-il regagné la métropole que des émeutes éclatent dans le département de Constantine [3]. La série d'articles qu'il publie à cette

occasion énonce des vérités d'évidence propres à bouleverser ses amis algériens [4]. Résumons-les. Les trois départements créés en Algérie par la France n'ont de réalité qu'administrative. Le peuple arabe existe, et ses vertus, pour peu qu'on l'approche sans préjugés, sont parmi les premières. Atteinte par une crise économique et politique qu'elle a toujours connue, mais qui la plonge désormais dans la famine, l'Algérie est à conquérir une seconde fois, non par les armes, mais par une oeuvre de justice.

Camus fait état d'un « *manifeste* », issu d'un mouvement présidé par Ferhat Abbas, qui constate l'échec de la politique d'assimilation et proclame la nécessité de reconnaître une nation algérienne, reliée à la France, mais munie de caractéristiques propres. Il ne dit pas qu'il y adhère, mais il signale son existence. Aux arguments des « Amis du Manifeste », les autorités ont préféré « *répondre par la prison et la répression. C'est une pure et simple stupidité* ». L'article qui clôt la série de *Combat* s'intitule : « C'est la justice qui sauvera l'Algérie de la haine ». En réponse aux « Amis du Manifeste », signale Camus, le Parti communiste a créé un mouvement ouvert aux Arabes, les « Amis de la démocratie », qui a reçu l'approbation des radicaux et des socialistes. Son programme, visant à accorder progressivement aux Français musulmans l'égalité des droits civiques et la justice sociale, est « *la dernière chance que la France garde de sauvegarder son avenir en Afrique du Nord* ».

En somme, Camus ne sous-estime pas les aspirations nationalistes qui ont poussé les « Arabes » à la révolte ; il espère seulement que la France les désarmera en accomplissant l'oeuvre qui les guérira de leurs déceptions. On sait ce qu'il en sera. Nommé en 1948 gouverneur général de l'Algérie, le socialiste Marcel-Edmond Naegelen ne pourra empêcher que la fraude électorale, qui avait toujours miné la vie démocratique du pays, ne prenne une ampleur sans précédent.

« LE PREMIER HOMME » OU L'ALGÉRIE PAUVRE

Le volume *Actuelles III. Chroniques algériennes, 1939-1958*, recueil des articles publiés sur l'Algérie par Camus durant cette période, offre un étrange « blanc » entre juin 1945 et octobre 1955. Pourfendeur au lendemain de la guerre des dictatures franquiste et soviétique, en butte à l'hostilité de la « *jungle* » des intellectuels parisiens surtout, après la publication en 1951 de *L'Homme révolté*, des communistes et de leurs « compagnons de route », solidaire en 1953 des ouvriers révoltés de Berlin-Est, Camus aurait-il oublié son pays natal ? Il ne se passe rien en Algérie, entre mai 1945 et le 1er novembre 1954. Rien, que l'injustice au quotidien. Le nationalisme qui perçait dans les émeutes du Constantinois se développe et s'organise clandestinement ; l'essentiel est, dirait-on, qu'il soit interdit. Même l'agitation qui a gagné la Tunisie et le Maroc ne sert pas de signal d'alarme : l'Algérie, tous les écoliers le savent, est composée de trois départements français. Longtemps après le début de la guerre, les autorités françaises la nieront en parlant des « événements d'Algérie ». Que pouvait dire Camus ? Il avait posé son diagnostic à l'époque où il était peut-être encore temps. On est tout de même surpris que ses *Carnets* ne soufflent mot des débuts du conflit. « *7 novembre 1954. 41 ans* », note-t-il. Quelques jours plus tard, il part pour l'Italie. La « *lumière des matins* » y rappelle celle de l'Algérie.

Le 17 février 1955, il retourne à Alger. « *Ô nuit accueillante vers qui je reviens enfin et qui m'accueille comme autrefois, fidèle.* » Suivent dans les *Carnets* des notes sur *Le Premier Homme*, commencé un an et demi plus tôt, mais qui prend sa source dans des réflexions d'avant-guerre sur l'« *enfance pauvre* ». On connaît le point de départ du roman. Un homme de 40 ans prend conscience, en se rendant sur la tombe de son père, que celui-ci était plus jeune quand il a été tué à la guerre que lui-même ne l'est aujourd'hui. Son père, à l'image des pionniers qui découvrirent en Algérie une terre vierge, était le « *premier homme* ».

» ; lui-même devient, à son tour, le « *premier homme* » . L'histoire semble niée, ou promise à un éternel recommencement. On appelait « bandits », avant 1914, les Arabes qui rôdaient autour des fermes ; Camus appelle aussi bien « bandits » les fellaghas d'aujourd'hui. Faut-il comprendre que, contrairement à ce que prétend la propagande officielle, l'Algérie n'a jamais été réellement pacifiée ? Ou que, une fois admis que les hommes s'entre-tuent depuis Abel et Caïn, une chance demeure d'entreprendre la seconde conquête que Camus appelait de ses vœux en mai 1945 ? Si *Le Premier Homme* avait été publié au lendemain de la mort de Camus, on y aurait lu avant tout un éloge de la colonisation. Mieux vaut qu'on ait attendu 1994, quand les passions s'étaient à peu près apaisées.

Durant six ans, en écrivant *Le Premier Homme*, Camus recompose sa vie et rêve à l'aube d'une colonisation encore ouverte à la justice. En acceptant, à partir de mai 1955, de collaborer à *L'Express*, il s'inscrit aussi dans l'actualité. Le journal de Jean-Jacques Servan-Schreiber milite pour le retour au pouvoir de Pierre Mendès France. Le Front républicain gagne bien les élections le 2 janvier 1956, mais c'est Guy Mollet qui préside le gouvernement. Cédant le 6 février, à Alger, à une manifestation des partisans de l'Algérie française, Guy Mollet renonce à nommer un ministre résident supposé libéral, le général Catroux, qu'il était venu introniser. Le 12 mars, l'Assemblée nationale lui accorde à une très large majorité des « pouvoirs spéciaux » qui lui permettront de poursuivre et d'intensifier une guerre dont le nouveau ministre résident, Robert Lacoste, annoncera périodiquement « *le dernier quart d'heure* ».

Jean Daniel témoigne que Camus ne fut jamais à l'aise à *L'Express*. Il entre en fureur un jour où Jean Daniel lui dit que l'indépendance de l'Algérie est « *inélucltable* ». Lui qui ne souscrit pas au « sens de l'histoire » des marxistes, il l'accepte moins encore quand il s'agit du destin de l'Algérie. Peu de gens, en métropole, se prononcent alors pour une indépendance immédiate ; mais, devant la mobilisation croissante des jeunes du « contingent » et la dénonciation des tortures pratiquées par l'armée française, ils sont de plus en plus nombreux à exiger des « *négociations* ». Négocier avec ceux qui se posent en seuls « *interlocuteurs valables* » sous prétexte qu'ils procèdent à des attentats aveugles ? Comment Camus s'y résoudrait-il ?

UNE TRAGÉDIE PERSONNELLE

Quelques jours avant de cesser sa collaboration à *L'Express*, il prononce à Alger, le 22 janvier 1956, un appel en faveur d'une trêve civile. Organisée à l'initiative d'un comité composé de Français libéraux et de musulmans, dont certains rejoindront bientôt le FLN, la conférence se tient au Cercle du Progrès. Si la salle est entièrement acquise à Camus, des manifestants, groupés à proximité sur la place du Gouvernement et le boulevard Front-de-Mer, lancent des slogans hostiles à Camus et à Mendès France, figure emblématique de la politique « d'abandon ». Par cet appel qu'il situe « *en dehors de toute politique* », Camus engage chacun, « *arabe ou français* », à réfléchir aux « *raisons de l'adversaire* » et à faire en sorte que soient du moins épargnés les « *civils innocents* ». Rendant compte de sa démarche dans *L'Express* du 26 janvier sous le titre « Un pas en avant », il réaffirme son objectif de sauver des vies humaines et de faciliter, non des négociations terme qu'il évite, mais un « *dialogue* » entre les parties adverses.

A la suite de cet appel, les deux camps reprochent à Camus de faire de la morale plutôt que de la politique. Il en a l'habitude. Le 12 décembre 1957, il persiste : « *Je crois à la justice, mais je défendrai ma mère avant la justice* », déclare-t-il en substance cf. p. 13

Dans *L'Express* du 21 octobre 1955, Camus avait récusé le cliché, répandu en métropole, selon lequel l'Algérie serait « *peuplée d'un million de colons à cravache et à cigare, montés*

sur Cadillac » . *Le Premier Homme* devait témoigner que la plupart des Français d'Algérie sont des gens de condition modeste. Et si les droits des indigènes ont été bafoués, la faute en revient moins aux Français d'Algérie, disposés, quand on les raisonne, à admettre « *la nécessité d'un ordre juste et plus libre* », qu'aux gouvernants de la métropole. Camus croit-il réellement au désir de réformes de ses compatriotes ? Il devrait alors applaudir aux manifestations de fraternité du forum d'Alger, en mai 1958. Celles-ci le laissent silencieux. Sans doute n'est-il guère convaincu par les élans bruyants de ces Européens prêts du jour au lendemain à considérer comme des « *Français à part entière* » des musulmans qu'ils méprisaient la veille. Au demeurant, il ne saurait souscrire à l'« intégration », formule magique censée mettre fin à la guerre. « *L'Algérie n'est pas la France* », a-t-il affirmé dans *L'Express*, rappelant qu'elle était « *composée de deux peuples* ». « *Je crois comme vous qu'il est sans doute trop tard pour l'Algérie* », confiera-t-il en privé, le 7 août 1958, à son maître Jean Grenier.

En public, un texte intitulé « Algérie 1958 » publié en conclusion d' *Actuelles III. Chroniques algériennes* résume sa position. La « *revendication arabe* », y explique-t-il, dénonce et refuse à juste titre « *le colonialisme et ses abus* » ainsi que « *le mensonge répété de l'assimilation toujours proposée, jamais réalisée* ». Les Arabes, qui jusqu'en 1945 « *voulaient tous être français* », se sont détournés de la France à la suite de la répression des émeutes du Constantinois et du truchage des élections de 1948. « *Une réparation éclatante doit être faite au peuple algérien, qui lui restitue en même temps la dignité et la justice* ». Mais la revendication arabe est « *illégitime* » quand elle réclame l'indépendance nationale : d'autres « *indigènes* », dont les Français, sont aussi fondés que les Arabes à vouloir diriger le pays. Rappelant que la Constitution française n'a été approuvée, à sa création, que par une minorité d'électeurs inscrits, Camus préconise qu'elle soit réformée de manière à céder la place à « *une structure fédérale française* ». « *De semblables institutions doivent par nature s'inscrire dans un système où viendraient s'harmoniser les pays du Maghreb comme ceux de l'Afrique noire.* » « *Dans le cas contraire, l'Algérie sera perdue et les conséquences terribles, pour les Arabes comme pour les Français.* » Cette perspective est-elle si éloignée de celle de la Communauté franco-africaine souhaitée par le général de Gaulle, et de la solution moyenne une Algérie algérienne étroitement liée à la France que celui-ci propose, le 16 septembre 1959, dans son discours sur l'autodétermination du pays ?

On a souvent résumé par deux formules la position de Camus : il a vécu la guerre d'Algérie comme une tragédie personnelle, il a méconnu le fait national algérien. On croirait parfois qu'il le méconnaît plus que jamais. En 1945, il avait discerné dans les émeutes du Constantinois des ferments de nationalisme ; en 1958, il se persuade que les Arabes, à cette époque , « *voulaient tous être français* ». Comment aurait-il vécu la suite des événements ? Il n'a connu ni l'OAS ni le putsch d'avril 1961. « *La tragédie n'est pas une solution* », a-t-il noté un jour dans ses *Carnets* . Nul n'a le droit d'affirmer qu'il se serait jusqu'au bout enfermé dans la tragédie.

1. A. Gide, *Journal* 1903, Gallimard, « Pléiade », t. I, 1996, p. 381.

2. Le 2 mai 1935, un accord entre Laval et Staline prévoyait une assistance mutuelle entre les deux pays face à la montée du fascisme.

3. Le 8 mai 1945, des manifestations à Sétif dégénèrent en émeute meurtrière, provoquant une vingtaine de victimes européennes. Le mouvement insurrectionnel s'étend aux campagnes ainsi qu'à Bône, Guelma, Batna. Une centaine de victimes européenne sont à déplorer. La répression est impitoyable.

4. *Camus à « Combat », éditoriaux et articles d'A. Camus, 1944-1947*, édition établie, présentée et annotée par J. Lévi-Valensi, Gallimard, « Cahiers Albert Camus », 2002, pp. 497-534.